

CHAP. 73

Loi érigeant en ville le village de Dorval

[Sanctionnée le 25 avril 1903]

Préambule.

ATTENDU que la corporation du village de Dorval a représenté, par sa pétition, qu'il serait désirable de l'ériger en ville, de faire des amendements à sa charte, d'agrandir ses limites et de lui accorder de plus amples pouvoirs de taxation et d'emprunt, et attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de Québec, décrète ce qui suit :

55-56 V., c. 60,
abrogé.

1. Le chapitre 60 de la loi 55-56 Victoria, étant une loi constituant en corporation le village de Dorval, est abrogé.

TITRE I

ORGANISATION DE LA CORPORATION

Limites de la
ville.

2. La ville de Dorval comprendra le territoire suivant, savoir : les lots connus et désignés au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, sous les numéros 1 inclusivement à 725*a* aussi inclusivement, 727 inclusivement à 880 aussi inclusivement, y compris tous les lots subdivisés (moins toutefois les parties du lot No 880 précité possédées par les représentants de Cornelius C. Meeker et par Peter Lyall) ; cette partie du lot No 1025 (chemin de fer le Grand Tronc) comprise entre la limite ouest de la ville de Summerlea et celle entre les paroisses de Lachine et de la Pointe Claire ; le lot No 1027 en entier (étant l'île Dorval), les îles Bushy et Dixie ; cette partie du lot No 1028 (chemin de péage de Dorval), comprise entre la limite ouest de la ville de Summerlea et celle entre les paroisses de Lachine et de la Pointe Claire ; cette partie du lot No 1029 (chemin de fer Ontario & Québec), comprise entre la limite ouest de la ville de Summerlea et celle entre les paroisses de Lachine et de la Pointe Claire ; la partie du lot No 1037 (chemin de fer le Grand Tronc), comprise entre la limite ouest de la ville de Summerlea et le lot No 864 adjoignant à cet endroit le lot No 1025 susmentionné ; aussi le lot No 2636 (chemin de fer Ontario & Québec) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent.

Ce territoire est borné vers le nord par la ligne limitative entre les paroisses de la Pointe Claire et de Lachine, et par les lots Nos 726 de la paroisse de Lachine, et 543 de la paroisse de Saint-Laurent; vers le nord-ouest par le milieu du chemin de Liesse, constituant la ligne limitative entre les paroisses de Saint-Laurent et de Lachine; vers le sud par le milieu du fleuve Saint-Laurent ou lac Saint-Louis; vers l'est par la ville de Summerlea et par la ligne limitative entre les paroisses de la Pointe Claire et de Lachine; vers le nord-est par le lot No 726 de la paroisse de Lachine, et vers l'ouest par le côté est du chemin public qui constitue la limite entre les paroisses de la Pointe Claire et de Lachine.

3. Les habitants et contribuables de cette municipalité formeront à l'avenir une corporation de ville, sous le nom de "ville de Dorval", pour les fins municipales seulement. Constitution de la corporation. Nom.

4. Cette loi n'affectera nullement la division territoriale actuelle pour les fins paroissiales, scolaires et d'enregistrement. Divisions territoriales non affectées.

TITRE II

CONSEIL MUNICIPAL—ELECTIONS MUNICIPALES

5. La corporation sera représentée par un maire et six conseillers élus, le premier pour deux ans, et les derniers pour trois ans. Composition du conseil.

Deux des conseillers élus à la première élection ne resteront qu'une année en charge; deux autres sortiront de charge l'année suivante. Premiers conseillers.

Ceux qui sortiront de charge avant l'expiration de leur terme d'office seront désignés au moyen d'un tirage au sort, en la manière déterminée par le conseil. Sortie de charge des conseillers.

6. L'article 4214 des Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant : S. R., 4214, remp. pour la ville.

Quiconque ayant sa résidence et ayant tenu feu et lieu dans la ville pendant trois mois, à titre de propriétaire, dans le cours de l'année municipale précédente, sera habile à remplir les charges municipales de la ville. Qualités requises pour remplir les charges.

7. L'article 4216 des Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant : S. R., 4216, remp. pour la ville.

Nul ne peut être élu maire ou conseiller, ni occuper l'une de ces charges, à moins : Cens d'éligibilité.

1. Qu'il ne soit du sexe masculin, majeur et sujet né ou naturalisé de Sa Majesté ;

2. Qu'il ne sache lire et écrire ;

3. Qu'il n'ait sa résidence et n'ait tenu feu et lieu dans la ville pendant trois mois, à titre de propriétaire, dans le cours de l'année municipale précédente ;

4. Qu'il n'y possède depuis au moins douze mois, comme propriétaire, en son propre nom ou au nom de sa femme, des biens immeubles valant mille piastres, en outre de toutes charges et hypothèques grevant iceux, pour l'office de maire, et quatre cents piastres pour celui de conseiller.

Première élection générale.

8. La première élection du maire et des conseillers aura lieu le premier jour juridique du mois de juillet prochain.

Président de l'élection.

Le secrétaire du village de Dorval présidera cette première élection, et il indiquera dans ses avis, l'endroit, le jour et l'heure auxquels aura lieu cette élection.

Rôle sur lequel se fera la première élection.

9. La première élection se fera conformément aux rôles d'évaluation en vigueur, le jour de la sanction de la présente loi, dans le village de Dorval, et dans cette partie de la municipalité de la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge, dont le territoire est annexé à la ville.

S. R., 4229, remp. pour la ville.
Elections générales.

10. L'article 4229 des Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Les élections générales auront lieu le premier jour juridique de juillet de chaque année.

Epoque de la nomination et de la votation.

La nomination aura lieu à dix heures du matin, et les bureaux de votation lorsqu'ils seront nécessaires seront tenus le septième jour juridique suivant.

Lieu des séances du conseil.

11. Le conseil tiendra sa première séance dans les limites de la ville, à l'endroit indiqué par le président de l'élection, et les séances subséquentes se tiendront dans la municipalité à l'endroit désigné par le conseil.

Maire temporaire.

Le président de l'élection exercera les fonctions de maire jusqu'à ce que ce dernier entre en charge.

Quorum du conseil.

12. Le quorum du conseil sera de quatre membres.

TITRE III

HYGIÈNE, SURETÉ PUBLIQUE ET TAXES

S. R., 4468, remp. pour la ville.

13. L'article 4468 des Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Octroi des licences de charretier.

Autoriser l'octroi de licences aux charretiers et conducteurs de voitures de louage publiques dans la ville ; les obliger à prendre une licence annuelle dont le prix

pourra être fixé à pas plus de cinq piastres pour les charretiers et conducteurs de voitures de louage publiques domiciliés dans la ville, et à pas plus de dix piastres pour les autres ; régler tout ce qui concerne les charretiers et leurs voitures.

14. Le conseil pourra, en sus des règlements mentionnés aux articles 4178 et suivants des Statuts refondus et ceux mentionnés au Code municipal, en faire d'autres pour les objets suivants, savoir :

(a) Pour le bon ordre, le bien-être, le progrès, la pro- Pouvoir de faire des règlements concernant :
preté, la santé, l'économie interne et le gouvernement Bon ordre, propreté, moralité et économie interne;
local de la ville, et pour la prévention et la suppression dans la ville de toutes nuisances et de tous actes et mesures nuisibles, contraires ou désavantageux au bon ordre, à la moralité, au bien-être, au progrès, à la propreté, à la santé, à l'économie interne ou au gouvernement local de la ville, ainsi que pour la protection de la personne et des biens des habitants de la ville, et la prévention des accidents causés par le feu, et pour réglementer la construction des bâtiments en général le long des grands chemins ou rues qui traversent ou traverseront la ville ;

(b) Pour prélever, au moyen de taxes directes, sur la Taxe sur les
propriété foncière imposable de la ville, et sur les lieux immeubles ;
imposables, toutes les sommes d'argent nécessaires pour faire face aux dépenses d'administration ou autres dépenses spéciales dans les attributions du conseil ;

(c) Prélever, au moyen de taxes directes, les fonds Taxe sur les
nécessaires pour tout objet compris dans les attributions biens imposables pour certains objets, à la demande des intéressés ;
du conseil, sur tous les biens imposables ou simplement sur la propriété foncière imposable de la ville, à la demande de la majorité des contribuables tenus au paiement de ces taxes, et jusqu'à concurrence du montant, et aux conditions spécifiées dans leur requête ;

(d) Prélever annuellement, sur les biens immeubles Taxe sur les
situés dans les limites de la ville, une somme n'excédant immeubles ;
pas un centin par piastre de leur valeur totale, telle que spécifiée au rôle d'évaluation de la ville ;

(e) Les fonds ruraux et en culture, dans les limites de Fonds ruraux ;
la ville, ne seront taxés que dans la proportion du quart de leur évaluation, telle que portée au dit rôle ;

(f) Imposer et prélever sur tout marchand, commer- Taxe sur les
çant et société commerciale faisant des affaires, de quelque marchands, etc. ;
nature que ce soit, dans un magasin, entrepôt ou boutique dans les limites de la ville, que le conseil pourra à cette fin diviser par catégories, une taxe annuelle de pas plus de deux cents piastres, suivant leur catégorie respective ;

Vente des liqueurs ;

(g) Restreindre, réglementer ou prohiber la vente de toutes liqueurs spiritueuses, alcooliques ou enivrantes dans les limites de la ville ;

Taxe sur les poteaux de télégraphe, etc. ;

(h) Imposer et prélever une taxe annuelle sur tout poteau de télégraphe, de téléphone, de lumière ou de pouvoir électrique, dans les rues, places et chemins publics de la ville, pourvu que cette taxe n'excède pas vingt-cinq centins par année pour chaque poteau. Cette taxe sera recouvrable des propriétaires des poteaux, et sera due pour tous tels poteaux ainsi existant dans la ville, excepté les poteaux de télégraphe situés sur la propriété des compagnies de chemin de fer et en usage par ces compagnies ;

Licence pour les commerçants, etc., ne résidant pas dans la municipalité ;

(i) Obliger tout marchand, commerçant, négociant et société commerciale ou agent de ces personnes, qui ne résident pas dans la ville et n'y ont pas de place d'affaires, mais y viennent par elles-mêmes ou leurs agents y faire commerce, en y prenant et livrant des commandes, ou en colportant leurs marchandises, ou en recevant des habitants de la ville des commandes qui sont ensuite livrées en la municipalité, ou de toute autre manière, à prendre une licence de la corporation pour ainsi exercer leur commerce, négoce ou métier dans la ville, et empêcher tel commerce, négoce ou métier sans cette licence ; mais cet article ne s'appliquera pas aux produits de la terre ni de la ferme, ni aux voyageurs de commerce ;

Prix de cette licence ;

(j) Fixer le prix de cette licence qui pourra être différent pour chaque genre de commerce, négoce ou métier, pourvu qu'il n'excède pas quinze piastres pour chaque licence ;

Licence pour celui qui exerce plusieurs genres de commerces ;

(k) Obliger le même marchand, commerçant, négociant et société commerciale, qui exerce plusieurs genres de commerces ou négoces à la fois, dans des établissements séparés, à prendre autant de licences qu'il exerce ainsi de négoces, métiers ou commerces ;

Durée de la licence ;

(l) Chaque licence accordera au porteur y nommé le droit d'exercer le commerce, négoce ou métier pour lequel elle aura été octroyée, jusqu'au premier jour du mois de mai suivant la date de son émission ;

Epoque du renouvellement des licences ;
Licence pour les propriétaires de cirque, etc. ;

(m) Toutes ces licences seront renouvelables annuellement, le premier jour du mois de mai ;

(n) Obliger tout propriétaire, possesseur, agent, directeur ou compagnie de cirque, ménagerie, rond de courses et autres exhibitions analogues, compagnie ou société d'exposition qui viennent dans la municipalité y donner des exhibitions, expositions ou courses, à prendre une licence de la corporation pour pouvoir ainsi y donner des exhibitions, tenir des expositions ou y donner des courses,

et empêcher telles exhibitions, expositions ou courses sans cette licence. Cette clause n'affectera pas les sociétés Exception. d'agriculture ;

(o) Fixer un prix pour cette licence, qui pourra être ^{Prix de cette} accordée pour un ou plusieurs jours, pourvu que ce prix ^{licence.} n'excède pas vingt-cinq piastres par jour.

TITRE IV

EMPRUNTS

15. L'article 4523 des Statuts refondus est remplacé, S. R., 4523, pour la ville, par le suivant : ^{rempl. pour la ville.}

Le conseil pourra emprunter, de temps à autre, diverses ^{Pouvoir d'em-} sommes d'argent pour faire des améliorations dans la ^{prunter.} ville, payer ses dettes ou opérer la conversion et la consolidation de sa dette, et généralement pour toutes les fins de sa juridiction ; et tout règlement autorisant un ^{Approbation} emprunt devra être soumis au vote des électeurs proprié- ^{des règle-} taires et devra obtenir la majorité en nombre et en valeur ^{ments relatifs} des votes réellement enregistrés. ^{aux em-} ^{prunts.}

Néanmoins, le conseil pourra, par simple résolution, ^{Pouvoir de} émettre des billets, payables aux endroits, termes et con- ^{signer des bil-} ditions qu'il jugera à propos pour régler les comptes et ^{lets, etc.} autres affaires courantes, pourvu que le montant total de tels billets ne dépasse pas, en aucun temps, cinq mille piastres.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

16. L'article 4366 des Statuts refondus est remplacé, S. R., 4366, pour la ville, par le suivant : ^{rempl. pour la ville.}

Le délai intermédiaire, après un avis spécial, court à ^{Délai intermé-} dater du jour où il a été signifié, ce jour non compris. ^{diaire.}

Tout avis public, quel qu'en soit l'objet, devra être ^{Publication} publié au moins sept jours francs avant la date fixée pour ^{des avis} les fins y indiquées, à moins de quelque disposition à ce ^{publics.} contraire.

17. La corporation de la ville de Dorval gardera tous ^{Actif, passif,} les livres, documents, archives, papiers et tout l'actif de la ^{livres et} corporation du village de Dorval, mais elle sera respon- ^{documents du} sable des dettes passives de la corporation du village de ^{village de} Dorval. ^{Dorval.}

18. La corporation de la paroisse de la Présentation de ^{Actif et passif} la Sainte-Vierge, dont une partie du territoire est détachée ^{de la paroisse}

de la Présen-
tation de la
S.-V.

par la présente loi pour former partie de la ville de Dorval. gardera son actif, mais sera seule responsable de ses dettes passives.

Taxes pré-
levées par la
paroisse sur
les habitants
de la ville.

19. La corporation de la dite paroisse ne prélèvera, sur les immeubles situés dans la nouvelle municipalité et ses habitants, que les taxes foncières et personnelles échues le jour de la sanction de cette loi.

Accès aux
livres de cer-
taines muni-
cipalités.

20. Le conseil de la ville de Dorval aura, sans frais, accès à tous les livres, documents, archives et papiers dont il peut avoir besoin et qui appartiennent aux officiers et aux corporations des paroisses des Saints-Anges de Lachine et de la Présentation de la Sainte-Vierge, aux municipalités desquelles le territoire de la ville de Dorval a appartenu autrefois.

Actes de cer-
taines muni-
cipalités exé-
cutives dans la
ville.

21. Tous les actes des conseils de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, de la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge et du village de Dorval, seront exécutoires dans la ville, jusqu'à leur abrogation par le conseil de la ville.

Annexion de
terrains adja-
cents à la
ville.

22. Il sera et pourra être loisible à tous propriétaires de terrains immédiatement adjacents ou contigus aux limites de la ville de Dorval, moyennant avis donné par tels propriétaires aux autorités municipales de la ville et le consentement des dites autorités, signifié par un règlement fait par elles à cet égard, de la manière ordinaire, de demander et d'obtenir que le ou les dits propriétaires soient inclus dans les limites de la ville, et ainsi de suite successivement pour d'autres propriétaires ayant des propriétés adjacentes à des propriétés ainsi successivement incluses dans les limites de la ville comme susdit ; et, sur telles inclusions déclarées par un règlement tel que ci-dessus prescrit, les dits propriétaires dont les propriétés seront incluses dans les limites de la ville, auront et posséderont tous les privilèges municipaux, et seront sujets à tous les règlements, obligations, devoirs et charges imposés aux personnes et sur les propriétés primitivement incluses dans les limites de la ville.

Entrée en vi-
gueur.

23. La présente loi entrera en vigueur le premier jour du mois de juillet prochain, mil neuf cent trois.